

# ACTION URGENTE

## VENEZUELA. LES AUTORITÉS DOIVENT CESSER DE PRIVER DES DÉTENU·E·S DE SOINS MÉDICAUX

Le 19 février 2024, Juan Carlos Marrufo a fait l'objet d'un transfert imprévu à la prison de Rodeo I, presque cinq ans après son placement en détention arbitraire pour des motifs politiques. Bien que sa santé se détériore, les autorités refusent de le faire bénéficier d'examens médicaux et de soins. María Auxiliadora Delgado, son épouse également détenue arbitrairement depuis le 19 mars 2019, a immédiatement besoin d'examens médicaux. Emirlendris Benítez, arrêtée arbitrairement en août 2018, souffre de pathologies liés aux actes de torture qu'elle a subis. Elle a besoin d'urgence d'une intervention chirurgicale pour traiter ses problèmes de santé. Nous demandons au président Nicolás Maduro de garantir la libération de ces trois personnes et, pendant leur détention, de veiller à ce qu'elles reçoivent des soins médicaux adaptés sans plus attendre.

**PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

**Président du Venezuela – Nicolás Maduro**  
Presidente de la República Bolivariana de Venezuela,  
Edificio Palacio de Miraflores,  
Avenida Urdaneta,  
Caracas, Venezuela  
Twitter : @NicolasMaduro

Monsieur le Président,

Les autorités responsables de la vie et de la sécurité de toutes les personnes détenues au Venezuela doivent cesser immédiatement de leur refuser des soins médicaux. La négligence vis-à-vis de la santé d'Emirlendris Benítez, de Juan Carlos Marrufo et de María Auxiliadora Delgado est inacceptable et bafoue leurs droits fondamentaux. Tous trois ont besoin de soins médicaux urgents, que les autorités sous votre commandement doivent leur fournir immédiatement.

Emirlendris Benítez est une mère, une sœur et une commerçante qui n'aurait jamais dû être placée en détention, et encore moins être condamnée injustement à 30 ans d'emprisonnement. Elle a été victime de détention arbitraire, d'actes de torture, de violences liées au genre, de discrimination, d'un procès inique et de conditions de détention inhumaines. À la suite de toutes ces injustices, elle a besoin d'urgence d'une intervention chirurgicale pour traiter des problèmes de santé mettant sa vie en danger. Vous avez le pouvoir de mettre un terme aux souffrances qu'elle endure et d'éviter des dommages irréversibles pour sa santé.

María Auxiliadora Delgado et Juan Carlos Delgado sont détenus injustement depuis bientôt cinq ans. L'un comme l'autre doivent passer sans délai des examens médicaux afin d'évaluer et de traiter les problèmes de santé qui mettent leur sécurité, voire leur vie, en péril. Ils ont été arrêtés le 19 mars 2019 par la Direction générale du contre-renseignement militaire (DGCIM). Ils sont non seulement victimes de détention arbitraire et de conditions de détention inhumaines, mais sont également privés de leur projet de fonder une famille.

**Emirlendris Benítez, Juan Carlos Marrufo et María Auxiliadora Delgado doivent être libérés immédiatement et sans condition. Si l'État les maintient en détention, vous devez garantir leur vie et leur sécurité. Je vous prie instamment de leur donner accès de toute urgence à des soins médicaux appropriés et de confiance, notamment à des examens de dépistage et un traitement.**

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

## COMPLÉMENT D'INFORMATION

Emirlendris Benítez est une mère, une sœur et une commerçante vénézuélienne. Le 5 août 2018, elle a été arrêtée de manière arbitraire pour des motifs forgés de toutes pièces. Les autorités l'ont associée à tort à des actes de violence commis contre de hauts responsables politiques au Venezuela. Cette accusation ne repose sur aucune preuve, et elle affirme catégoriquement qu'elle n'a rien à voir avec ces événements. En détention, elle a été soumise à des actes de torture alors qu'elle était enceinte. Quelques semaines après son arrestation, elle a été transférée de force dans un établissement médical et sa grossesse a été interrompue à son insu et sans son consentement. Du fait des actes de torture auxquels elle a été soumise, elle aura longtemps besoin d'un fauteuil roulant pour se déplacer. En 2022, elle a été condamnée à 30 ans de prison par un tribunal dont les décisions sont partiales et motivées par des considérations politiques. Emirlendris Benítez n'aurait jamais dû être placée en détention, car tout indique que les charges retenues à son encontre sont à caractère politique. La peine très lourde prononcée contre elle doit par ailleurs être annulée et elle doit être immédiatement libérée.

Juan Carlos Marrufo et María Auxiliadora Delgado ont été arrêtés le 19 mars 2019 par la Direction générale du contre-renseignement militaire (DGCIM). C'est un couple marié et binational : il a la nationalité espagnole, et elle, italienne. Avant leur arrestation, ils avaient décidé de recourir à un traitement de fécondation in vitro (FIV). Leur seul lien avec des infractions pénales semble se résumer au fait que María Auxiliadora est la sœur d'un militaire à la retraite, qui serait lié à une attaque contre Nicolás Maduro. Ils sont non seulement victimes de détention arbitraire, mais sont également privés de leur projet de fonder une famille. Tandis que María Auxiliadora est toujours incarcérée au centre de détention de la DGCIM dans le quartier de Boleíta, à Caracas, Juan Carlos a été transféré de façon inopinée dans une prison appelée Rodeo I. Tous deux ont besoin immédiatement d'examen de dépistage et d'un diagnostic.

Leur détention n'est pas un cas isolé. Elle s'inscrit dans un contexte de recours généralisé et systématique aux détentions arbitraires – entre autres crimes de droit international et violations des droits humains – contre les personnes considérées comme critiques à l'égard du gouvernement de Nicolas Maduro, qui pourrait constituer un crime contre l'humanité. Parmi les autres victimes de détention arbitraire figurent notamment le défenseur des droits humains et prisonnier d'opinion Javier Tarazona, détenu depuis juillet 2021, et le défenseur des droits humains Rocío San Miguel, qui a été soumis à une disparition forcée pendant cinq jours et continue d'être détenu depuis le 9 février 2024.

Les organisations de la société civile subissent des menaces systémiques de la part des autorités au Venezuela. Le gouvernement de Nicolás Maduro ne cesse de harceler, de poursuivre et de censurer les militant-e-s et les organisations de la société civile œuvrant pour protéger les droits des Vénézuélien-ne-s face à une crise humanitaire complexe et une profonde crise des droits humains qui pousse un nombre record d'entre eux à fuir le pays en quête de sécurité et de protection. En novembre 2023, plus de 7,72 millions de personnes avaient fui le pays, soit 25 % de la population totale du Venezuela.

Depuis 2020, quatre rapports de la Mission internationale indépendante d'établissement des faits sur la République bolivarienne du Venezuela ont fourni des informations détaillées sur des centaines de cas d'exécutions extrajudiciaires, de disparitions forcées, de détentions arbitraires, d'actes de torture et d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants commis dans le pays depuis 2014, ainsi que d'exemples d'instrumentalisation de la justice par le gouvernement dans le cadre de sa politique répressive, en concluant que ces graves violations des droits humains pourraient constituer des crimes contre l'humanité.

**LANGUE À PRIVILÉGER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS :** espagnol

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

**MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 24 avril 2024**

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

**PRÉNOMS, NOMS ET PRONOMS À UTILISER :** Emirlendris Benítez (elle), Juan Carlos Marrufo (il), María Auxiliadora Delgado (elle)

**LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE :** [Venezuela. Des détenu-e-s ont besoin de soins médicaux](#)